



21 septembre 2017

Avec Macron, la Culture ça n'est plus « En Marche », mais « En Bern »

Le couple Macron fait décidément très fort au niveau des annonces choc. Dernière tocade en date : nommer Stéphane Bern « Monsieur Patrimoine » pour venir au secours des monuments en péril. Cette initiative médiatique pourrait paraître anecdotique mais, passé un premier moment de stupeur, elle semble susciter de vives interrogations parmi nos collègues.

Comment aborder syndicalement cette loufoquerie sans céder à une colère disproportionnée au regard de l'importance réelle de l'événement, ni à une ironie un peu facile qui masquerait sous les rires les problèmes qu'elle soulève ?

A vot' bon cœur !

Commençons par le périmètre (pour parler énarque) de l'action de Monsieur Patrimoine, périmètre qui semble un peu pré-déterminé : *« En quoi consiste votre mission ? Je dois remettre, dans six mois, une première liste de monuments en péril qu'il est urgent de sauver. Dans un premier temps, je vais réunir tous les acteurs du patrimoine, Fondation du patrimoine, Vieilles maisons françaises, La Demeure historique, Sites et Monuments, Rempart, Adopte un château, Sauvegarde de l'art français, et les associations de bénévoles, pour me faire remonter toutes les informations, région par région, des urgences patrimoniales que j'analyserai ensuite avec les services de l'État comme les Drac ».*

Donc, si l'on comprend bien, le job de Monsieur Patrimoine va consister à établir des cahiers de doléances pour ensuite essayer de rameuter ses amis riches à ses surprises-parties pour jouer les mécènes auprès de ses autres amis un peu moins riches qui ont un manoir dans le Poitou dont le toit à une fuite. Non ? C'est pas ça ? On n'a pas tout compris ?

Mais, blague à part, tel que c'est parti, l'opération va cibler un secteur patrimonial bien particulier : les châteaux, les églises, les villages pittoresques, les images de la France éternelle et les biens des gens connus. On verra bien s'il y a dans le lot un peu de patrimoine industriel.

Ça aurait été sans doute une politique culturelle ambitieuse... il y a 150 ans !

Super Dupont

Mais revenons à Stéphane Bern et à sa méthode, puisque le voilà nommé Super Dupont du Patrimoine.

L'intéressé a déclaré, c'est dans toute la presse : « Je ferai cela en plus de mon travail, bénévolement, et s'il y a des réunions, je les ferai chez moi ». Remplacer la Direction générale des Patrimoines par des réunions Tupperware, il fallait y penser mais, dans ce genre de pincettes, ce qui compte d'abord c'est : qui apporte le cake et le Champomy.

Or, on ne le sait pas assez, mais Stéphane Bern a créé une fondation, la « Fondation Stéphane Bern pour l'Histoire et le Patrimoine » qui distribue des prix, et dans le jury de laquelle figure un certain Philippe Bellaval, ci-devant directeur général des Patrimoines, et à présent châtelain en chef du Centre des Monuments nationaux, on est sauvés. Et qui déclarait au Monde, il y a quelques années, à propos de Bern : « Il est, aujourd'hui, dans ce pays, le meilleur transmetteur de la cause patrimoniale » ? Bellaval *of course*, charmant pour les agents de la DGPAT qui sont donc de piètres transmetteurs de la cause patrimoniale...

Super Bénévole

En tout cas, tout cela semble parfaitement cohérent avec les idées gouvernementales visant à réformer la France : moins de fonctionnaires, moins de contraintes réglementaires, soutien à l'entrepreneuriat privé... Ici, il s'agit de « *recenser les chefs-d'œuvre en péril et de trouver de nouveaux moyens de financement, sans surcharger le budget de l'État* ».

En Macronie, les solutions à tous les problèmes se trouvent hors du champ du service public : mépris des agents, abandon des missions ou transfert vers l'auto-entrepreneuriat, l'externalisation ET le bénévolat ! Car enfin, le contenu du message est assez clair : cette activité peut se faire « en plus du travail », c'est un hobby. La culture est une affaire de riches bénévoles, comme sous l'Ancien Régime, lorsqu'elle était réservée aux gens bien nés, aux classes oisives comme on disait alors pour les distinguer des gueux, des classes laborieuses. Finalement, on commence à l'entrevoir l'introuvable politique culturelle du gouvernement Macron !

Le mépris

Et sans doute pourrait-on s'étonner du mépris visiblement affiché par le Président à l'égard des services patrimoniaux de l'État ou des collectivités territoriales. Ce qui ressort des annonces de ce week-end, c'est en gros : ils n'ont rien fichu depuis Mérimée, il est temps que Bern s'y mette. Et pourtant, qui mieux qu'eux connaît le détail et les nécessités de la politique patrimoniale qu'ils ont en charge ? Et qui mieux qu'eux connaît la réalité des suppressions de moyens ? Si Super Dupont est prié d'aller faire la manche, c'est bien parce que le service public a été essoré à coups de restrictions budgétaires et de casse des emplois. Le sourire consensuel (ou courtisan) de la ministre de la Culture, à l'annonce de cette nomination, semble indiquer qu'elle adhère sans restriction aux vues présidentielles. On aurait pu s'attendre à ce qu'elle défende un peu plus ses services et les agents qui y travaillent, mais bon...

Le spectacle

On pourrait s'interroger, par ailleurs, sur la compétence patrimoniale réelle de Stéphane Bern. Il a certes une expérience personnelle comme propriétaire de monument (l'ancien collège royal et militaire de Thiron-Gardais, en Eure-et-Loir, qu'il a retapé lui-même), ainsi qu'une expérience d'opérateur privé, ayant créé sa fondation, mais cela suffit-il ? Il est par ailleurs un homme de spectacle et de médias talentueux, sa silhouette et sa verve enthousiaste amusent et assurent des audiences confortables, mais sans doute davantage pour un rêve de châteaux et de décors et pour l'excitation du secret coquin dévoilé par le trou de la serrure que pour la recherche et la connaissance.

Barre à droite

On pourrait enfin s'alarmer du message politique du choix présidentiel, qui inscrit le patrimoine dans la sphère culturelle de la droite traditionnelle, pour ne pas dire de la droite de la droite. Stéphane Bern ne cache pas ses opinions monarchistes et il a déjà dit son admiration pour Franck Ferrand et Laurànt Deutsch, deux représentants insignes des « historiens de garde », pour reprendre le titre d'un ouvrage assez récent¹, défenseurs du roman national et de la pensée identitaire. Nicolas Offenstadt, dans la préface des *Historiens de garde*, prévient : « Cet Histotainment (sert) à la défense des récits les plus rétrogrades sur le passé... dans leur énoncé comme dans leur présupposés politiques ».

Mais, ces derniers temps, on ne s'étonne plus de grand chose et l'on a bien compris que ce gouvernement « ni de droite ni de gauche » est franchement réac sur le plan social, « ni de gauche ni de gauche » sur le plan culturel, et peu suspect d'une quelconque sympathie à l'égard des fonctionnaires.

¹ William Blanc, Aurore Chéry, Christophe Baudin, *Les Historiens de garde. De Lorànt Deutsch à Patrick Buisson, la résurgence du roman national*, Paris, Incultes essai, 2013, 254 p